**Modèle d’arrêté**

***Portant maintien en surnombre après une suppression d’emploi***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20***…* **-** **…** *(n° d’ordre)*

**portant maintien en surnombre**

**de** *Madame ou Monsieur*…*(Nom et prénom de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article[[1]](#footnote-1) …

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.542-2

**Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;**

*Le cas échéant, Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet (lorsque l’arrêté touche un agent qui exerce sur un poste qui n’est pas créé à 100%)*

Vu la délibération n°... *(n° d’ordre)* du Conseil[[2]](#footnote-2) … en date du …, prise après avis favorable du Comité social territorial supprimant, à compter du … *(date d’effet de la suppression d’emploi)*., l'emploi de … *(dénomination de l’emploi)*, occupé par *Monsieur ou Madame* … *(prénom et nom)*,

Considérant qu’il n’existe pas de possibilité de reclassement sur un emploi correspondant au grade de … *(dénomination du grade détenu par l’agent)* dans le cadre d'emplois des … *(dénomination du cadre d’emplois)* ou dans un emploi vacant susceptible d’être proposé à l’agent et relevant d’un autre cadre d'emplois équivalent,

Considérant que le procès-verbal de la séance du Comité social territorial du … *(date)* a été transmis simultanément, après la tenue de séance, *au Président- à la Présidente* *du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de* … *(dénomination du département du CDG)* *OU au délégué régional ou interdépartemental du Centre national de la fonction publique territoriale[[3]](#footnote-3)* et aux représentants du Comité social territorial,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*Monsieur ou Madame* … *(prénom et nom)*, … *(dénomination du grade)*, est maintenu en surnombre au sein de … *(dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement)* pendant un an à compter du … *(date d’effet de la période de maintien en surnombre)*

**Article 2 :**

*Monsieur ou Madame* … *(prénom et nom)* percevra une rémunération comprenant son traitement brut correspondant à l'indice brut … *(nombre)*, indice majoré … *(nombre)*, son indemnité de résidence et son supplément familial de traitement, majorée des primes et indemnités liées à l'exercice effectif des fonctions qui lui seront éventuellement confiées.

**Article 3 :**

*Monsieur ou Madame* … *(prénom et nom)* a priorité pour être affecté dans un emploi correspondant à son grade dans son cadre d'emplois, ou avec son accord, dans un autre cadre d'emplois au sein de … *(dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement)*

**Article 4 :**

Pendant l'année de maintien en surnombre, *Monsieur ou Madame* … *(prénom et nom)* pourra être dispensé(e) partiellement ou totalement de présence par une décision écrite de l’autorité territoriale

**Article 5 :**

Au terme du délai d'un an à compter de la date mentionnée à l’article 1, si l'examen des possibilités de reclassement dans un emploi correspondant au grade au grade de *… (dénomination du grade détenu par l’agent)* dans le cadre d'emplois des *… (dénomination du cadre d’emplois)* ou dans un autre cadre d'emploisn'a pas permis à l’agent de bénéficier d’une nouvelle affectation sur un emploi vacant, *Monsieur ou Madame* … *(prénom et nom)* sera *pris(e)* en charge par *le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de* … *(dénomination du département du CDG) ou le CNFPT.*

**Article 6 :**

*Le Directeur général des services ou La secrétaire de mairie* est *chargé(e)* de l’exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Loiret et au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 8 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*NOM Prénom*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de l’établissement public)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

*Cet arrêté n’est pas transmis au Représentant de l’Etat*

1. *L.2122-18 (commune) ou L.3221-3 (département) ou L.4231-3 (région) ou L.5211-9 (intercommunalité)* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Municipal/départemental/ régional/syndical/ communautaire/métropolitain/d’administration* [↑](#footnote-ref-2)
3. *Cela concerne les fonctionnaires relevant d'un cadre d'emplois de catégorie A mentionné à l'article L. 325-48 du CGFP : Administrateurs territoriaux, Conservateurs territoriaux du patrimoine, Conservateurs territoriaux de bibliothèques, Ingénieurs en chef territoriaux, colonels, colonels hors classe et contrôleurs généraux de SPP* [↑](#footnote-ref-3)